



Question 4:

Partenariats Nord-Sud : quels sont les enjeux communs ? Quelles nouvelles formes de partenariat entre les acteurs agricoles ?

Synthèse des contributions

Note préliminaire: La synthèse ci-dessous est directement issue des débats du forum, elle ne tient compte que des avis et point de vue présentés par les contributeurs. Ainsi, elle ne reflète pas la multiplicité des points de vue qui existent sur la question.

Cadrage:

La crise alimentaire actuelle est symptomatique d'un déficit de production. Ainsi, tous les agriculteurs sont appelés à produire plus. Cette situation ne donne-t-elle pas une nouvelle force aux intérêts communs des professions agricoles ? Quels sont ces intérêts communs ? L'augmentation du revenu des agriculteurs, l'amélioration des capacités d'investissement, un cadre politique qui permette aux agriculteurs d'anticiper ? Voyez-vous d'autres points de solidarité professionnelle ?

Toutefois, tous les producteurs n'ont pas aujourd'hui les mêmes atouts pour produire. Comment partager les savoir faire et les expériences pour répondre aux besoins alimentaires mondiaux ?

La crise alimentaire ne doit pas masquer les autres attentes de la société, notamment celles environnementales et sanitaires. Comment des professionnels n'ayant pas les mêmes priorités (notamment dans la hiérarchie entre production et environnement) peuvent-ils coopérer ?

La mondialisation touche aussi le développement agricole. Des grands pays émergents deviennent aujourd'hui des acteurs du développement, c'est le cas de la Chine, du Brésil, de l'Inde... D'un autre côté, on voit aussi se renforcer l'intervention des grandes fondations, notamment américaines comme la Bill and Melinda Gates Foundation. Ces acteurs offrent-ils des chances nouvelles pour les producteurs ? Comment les organisations agricoles peuvent-elles se développer sans perdre leur vision stratégique ?

Le premier enjeu commun au nord et au sud: l'augmentation de la production agricole

La crise alimentaire qui marque l'actualité depuis quelques mois donne un relief nouveau à la question des enjeux communs aux agriculteurs du nord et du sud. En effet, le premier enjeu mis en avant par les contributeurs est l'augmentation de la production agricole, cette production devant être de qualité. Ainsi, il faut mettre l'accent sur "la recherche des méthodes permettant d'améliorer les rendements, l'application des résultats de recherche, la vulgarisation de nouvelles techniques agricoles", selon Nathalie KOUAKAM MELELE. Toutefois, l'augmentation de la production doit se faire d'une façon nouvelle, nous rappelle René MOONENS, "dans le cadre de la respect de la souveraineté alimentaire de chaque Etat et de la gestion des risques climatiques". Ainsi, il propose de favoriser les "cultures vivrières locales peu consommatrices d'énergie et en symbiose avec le milieu naturel".

La coopération Nord-Sud autour de la question de l'augmentation de la production agricole peut se décliner de différentes façons: elle peut concerner la mise en place de politiques agricoles, la défense de mécanismes de régulation de l'offre afin de "stabiliser les prix agricoles à un niveau rémunérateur" (Gérard RENOARD) ou encore la mise au point d'une stratégie commune concernant les productions agricoles non-alimentaires. Plusieurs contributeurs considèrent la production de biocarburants comme un gaspillage de nourriture. Ainsi, Nathalie KOUAKAM MELELE demande une allocation prioritaire des récoltes et des terres arables des pays du nord à la production de denrées alimentaires.

Les agriculteurs du monde ont aussi un objectif social et économique qui les rassemble. Ils souhaitent tous faire reconnaître leur place dans la société - selon Mamy RAJOHANESA "avoir un juste retour des efforts fournis est [...] un objectif commun à tous les paysans" - et se construire une position pour "ne pas être écrasés par les grands opérateurs de toutes sortes".

Des motivations et des modes de coopération nouveaux



Face à ces enjeux, quels modes de coopération entre agriculteurs du sud et du nord?

Tout d'abord Gérard RENOUARD et Guillaume DHERISSARD nous rappellent que les formes de partenariat évoluent. "Les partenariats historiques [...] reposaient entre autre sur l'assistance et la diffusion des techniques culturales et d'élevage" alors que les "nouveaux partenariats" reposent sur "l'organisation des filières". Ce qui permet, entre autre, de "jouer la complémentarité entre régions [...] ou peser sur les politiques". Cette évolution est également décrite par Henri DE BENOIST.

Dans ce nouveau contexte, les agriculteurs du sud ne souhaitent plus être de simples bénéficiaires mais devenir les acteurs de leurs projets, comme l'exprime clairement Mamy RAJOHANESA. Il ajoute même que "les partenariats sont plus équilibrés et plus intéressants car [les agriculteurs du sud peuvent] élaborer [leurs] projets en toute liberté.". Quant aux professionnels agricoles du Nord, leurs motivations évoluent. Le travail de prospective mené par Guillaume DHERISSARD souligne que la "volonté d'affirmer la solidarité entre tous les agriculteurs du monde" qui a donné lieu à la création des agri-agences françaises ne sera plus demain "le moteur essentiel" de la coopération agricole. La coopération entre organisations professionnelles sera plutôt motivée par la recherche d'"alliance fiables dans les futures négociations internationales" et de "nouvelles opportunités de marchés". Il serait intéressant de mener le même travail de prospective concernant la position des agriculteurs du Sud mais malheureusement les débats du forum électronique ne permettent pas d'aller plus loin dans cette réflexion.

Nouveaux acteurs aux moyens financiers considérables et méfiance

La coopération internationale a vu augmenter ces dernières années les partenariats montés par la nouvelle philanthropie, dont la fondation Bill & Melinda Gates est un acteur important, et par les grands pays émergents. Les masses financières détenues par ces nouveaux acteurs suscitent des espoirs, voire même de l'enthousiasme. Albert MAKOUTOU affirme que "la Chine réalise dans les pays du sud plusieurs infrastructures défiant toute concurrence". Mais les contributeurs deviennent plus méfiants quand il s'agit d'analyser les intérêts réels qui poussent ces nouveaux acteurs à intervenir dans la coopération agricole internationale. Ainsi, Mamy RAJOHANESA souligne que la coopération chinoise "ne prend pas en compte l'agriculture familiale. Les chinois se concentrent sur l'île de Madagascar sur d'énormes projets agro-industriels auxquels les paysans ne sont pas associés." Le bilan concernant la coopération chinoise est donc mitigé, ce que l'intervention de René MOONENS résume bien: "Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure cette coopération, qui apporte certainement un appui technique et un développement structurel important [aux pays du sud], n'est pas le prélude d'une certaine néo-colonisation drapée des illusions d'un développement socio-économique local." Concernant la fondation Gates, alors que Mamy RAJOHANESA affirme que "la fondation s'intéresse aux préoccupations des paysans", Gérard RENOUARD et René MOONENS posent la question de savoir si le véritable intérêt de la fondation est le développement durable ou bien l'expansion du marché des activités commerciales de Bill Gates.

Les contributeurs :

- Olivier COURAU, agro-économiste, France
- Guillaume DHERISSARD, agronome, groupe FERT, France
- Nathalie KOUAKAM MELELE, chercheuse, Institut de recherche agricole pour le développement, Cameroun
- Albert MAKOUTOU, agronome, service de la Vulgarisation agricole, Congo Brazzaville
- René MOONENS, administrateur de l'ASBL « CRDD – Centre Régional du développement Durable. », Belgique
- Suzanne SANZI MBULUYO, députée provinciale élue de la circonscription de Kimbanseke de la ville de Kinshasa, République Démocratique du Congo
- Sadibou SOW, agro-économiste, GPE/CERD, Sénégal

Les interviewés :

- Mamy RAJOHANESA, présidente de FIFATA (Association pour le Progrès des paysans), Madagascar
- Gérard RENOUARD, président de l'AFDI (Agriculteurs Français et Développement International) et vice président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), France

Les références bibliographiques :

- Coopération agricole internationale : Quel sera dans dix ans l'engagement des organisations professionnelles agricoles ? Retour sur une analyse structurelle, 16 pages, FERT La lettre Sol et Civilisation n34, Octobre 2007
- Les professions agricoles et le développement rural des PED, 4pages, par Michel MOLLARD, Directeur de Fert, AGRIDOC 2003
- Puissances émergentes : incontournables et fragiles partenaires, 3 pages, par Jean-Michel Severino, Directeur général de l'Agence Française de Développement et par Olivier Ray, Chargé de mission à l'Agence Française de Développement